

**Point de presse de la porte-parole -
Égypte - Tchad - Birmanie/Situation
des Rohingyas**

(Paris, 11 septembre 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a répondu aux questions suivantes :

1 - Égypte

Q - Que pensez-vous de la réaction des autorités égyptiennes de couper l'accès internet au site de Human Rights Watch après un rapport qui mettait en cause la politique sécuritaire du pays ?

R - La France est attachée à la liberté d'opinion et d'expression, notamment sur Internet.

C'est dans le respect de cette liberté fondamentale que les impératifs sécuritaires, au premier chef la lutte contre le terrorisme, doivent s'inscrire.

Nous traitons ce sujet dans le cadre de la relation de confiance que nous avons avec les autorités égyptiennes.

2 - Tchad

Q - Suite à la conférence des donateurs à Paris, faites-vous partie des pays qui souhaitent que le président Deby revienne sur sa décision de reporter sine die les élections législatives au Tchad ?

R - La France salue le succès de la table-ronde des donateurs pour le Tchad qui s'est tenue du 6 au 8 septembre à Paris. Elle a été l'occasion d'exprimer un soutien déterminé des partenaires internationaux à l'engagement du Tchad pour la paix et la sécurité régionale et l'accueil des réfugiés, dans un contexte économique difficile.

La France entretient avec le Tchad une coopération dense et diversifiée et prend toute sa part dans cet effort. Le Premier ministre a annoncé lors de la table-ronde, pour la période 2017-2021, une contribution de 223 millions d'euros en soutien au plan national de développement du Tchad. Il a également exprimé notre intention de soutenir le Tchad dans sa volonté de mener les réformes structurelles nécessaires pour assurer un développement durable et inclusif au bénéfice de la population.

Les élections législatives sont un moment important dans la vie démocratique. Nous espérons à cet égard que les autorités tchadiennes, dont c'est la responsabilité exclusive, seront en mesure d'annoncer prochainement un calendrier.

3 - Birmanie - Situation des Rohingyas

Q - Est-ce que la France a confiance dans la capacité des autorités du Myanmar à protéger la communauté Rohingya ?

R - Nous avons à plusieurs reprises exprimé notre vive préoccupation devant les violences et les déplacements forcés dont sont victimes les populations de l'État de l'Arakan, notamment appartenant à la communauté rohingya.

Nous appelons à la cessation de ces violences et demandons aux forces de sécurité birmanes d'assurer la protection des populations civiles et de leurs biens et de garantir le rétablissement d'un accès humanitaire sûr. Nous réitérons notre soutien à l'action des organisations humanitaires sur le terrain, qui dispensent aide et protection à toutes les populations civiles. Nous aidons des ONG françaises, en complément de la contribution volontaire française au haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Nous encourageons le gouvernement birman à trouver des solutions en faveur de la paix et de la réconciliation et relevons son engagement à mettre en oeuvre les recommandations de la commission consultative présidée par M. Kofi Annan. Nous l'appelons à agir en ce sens sans délais et avec détermination./.